



Arrêté portant renouvellement d'autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes
n°2021-0276 du 30 juillet 2021

Le directeur adjoint de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 6,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les recommandations du conseil scientifique de l'établissement public en date du 6 juin 2018,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 25 juin 2020 n°20200284 réglementant la chasse au grand gibier dans le cœur du Parc national des Cévennes pour la campagne 2020-2021, fixant la fermeture de la chasse du sanglier au 28 février 2021 ;

Vu l'arrêté n°2021-0221 du 25 juin 2021, portant autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes,

Vu la demande de M. Guy BAZALGETTE, propriétaire en cœur du Parc national signalant d'importants dégâts de sangliers sur les parcelles de son exploitation, et sollicitant la mise en place de tirs d'élimination des animaux responsables, en date du 30 juillet 2021,

Vu le constat de M. Maxime REDON, chargé de mission Chasse de l'établissement public en date du 30 juillet 2021,

Vu l'avis favorable de M. André THEROND, président de l'association cynégétique du Parc national des Cévennes, en date du 30 juillet 2021,

Considérant l'importance des dégâts commis par l'espèce sanglier sur les parcelles de l'exploitation, malgré les opérations réalisées dans le cadre de l'arrêté susvisé,

Considérant que l'élimination par tirs des animaux responsables des préjudices, peut contribuer à résorber les dégâts signalés et permettre les travaux de remise en état,

ARRETE

Article 1 :

MM. **Guy BAZALGETTE** et **Mathieu ARNAULT**, membres de droit de l'association cynégétique du Parc national des Cévennes et détenteurs d'un permis de chasser visé et validé au titre de la campagne 2021-2022, sont autorisés à pratiquer des tirs en dehors de la période d'ouverture de la chasse selon les conditions définies ci-après :

- *nature des tirs* : tirs d'élimination des seuls sangliers à titre individuel via les techniques d'approche et d'affût sans chien
- *localisation des tirs* : LOZERE / commune : BASSURELS/ sur ou à proximité immédiate de la propriété de M Guy BAZALGETTE, en cœur du Parc national des Cévennes

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- les animaux abattus dans le cadre de la présente autorisation deviennent propriété du tireur,



Parc national des Cévennes

6 bis place du Palais - 48400 Florac-Trois-Rivières

Tél. : +33 (0)4 66 49 53 00 • Fax : +33 (0)4 66 49 53 02

www.cevennes-parcnational.fr • info@cevennes-parcnational.fr

- le bénéficiaire assure le traitement et/ou l'évacuation de l'animal abattu selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Il est informé du risque de « trichine » pour toute ou partie de carcasse traitée en vue d'être cédée ou directement consommée.
- le bénéficiaire adressera obligatoirement en fin d'opération un compte-rendu détaillé au chargé de mission *Chasse* de l'établissement public au siège du Parc national des Cévennes, selon le modèle annexé au présent arrêté.

Article 3 :

La présente autorisation prend effet à compter de sa signature et cesse de plein droit le 30 août 2021 au soir.

Article 4 :

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le directeur adjoint de l'établissement public
du Parc national des Cévennes

Rémy CHEVENEMENT

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service *Développement durable*
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
- copies :
 - Pétitionnaire
 - DDT 48
 - ONCFS 48
 - FDC 48
 - Association cynégétique du Parc national des Cévennes
 - EP PNC / massif Vallées cévenoles
 - EP PNC / SDD (dossier n°2021-1601)



Parc national des Cévennes

page2/3